



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2014- 2**

**Séance du 27 janvier 2014 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille quatorze, le vingt sept janvier à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM Caizergues, Giner, Hervet, Laget, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Weber  
Mmes Albigès, Bathfield, Cipra, Durand, Fraisse, Olivier, Pervent, Vella, Vilaplana

**Absents excusés:**

M. Billette procuration à M. Caizergues, Castellon, Detranchant, Ruiz  
Mme Planchon

**Secrétaire de séance:** Mme Vilaplana

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Présents:** 18

**Absents:** 4

**Procurations:** 1

**Votants:** 19

**Date de convocation et affichage**

23 janvier 2014

**Objet:** autorisation paiements dépenses d'investissement avant vote BP 2014

M. le maire donne la parole à M. Jean-Jacques LAGET, adjoint aux finances, qui rappelle aux membres du conseil que l'article L 1612-1 du Code général des Collectivités Territoriales permet à l'exécutif de la collectivité territoriale sur autorisation de l'organe délibérant, d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il précise que ce même article prévoit que dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

M. le maire demande en conséquence aux membres du conseil de se prononcer à ce sujet.

Le conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité, autorise M. le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement sur le budget 2014 dans les conditions exposées.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 27 janvier 2014  
Roger CAIZERGUES  
Maire

